

CONFEDERATION GENERALE DU TRAVAIL

SYNDICAT DES TRANSPORTS URBAINS REMOIS  
FEDERATION DES TRANSPORTS



## TRACT DE RENTREE

Reims, le 30 Août 2024

Les salariés que nous rencontrons nous prédisent **tous une rentrée sociale des plus mouvementée**. Pour les conducteurs, c'est la, ou plutôt les gouttes d'eau, qui font déborder le vase. La liste des problèmes rencontrés est **de plus en plus fournie** : les bus MAN, l'indisponibilité de véhicules pour la rentrée, les problèmes de climatisation, les cafards dans les tramways, les temps de parcours, les déviations, l'insécurité, l'insouciance de la direction, l'indifférence de la direction dans le suivi des conducteurs après agression, le défaut managérial du haut encadrement, les horaires de services.

A cela va s'ajouter pour cette rentrée, les difficultés pour les usagers **de voyager sur notre réseau déplumé** et en **déviations dès le 1<sup>er</sup> jour** pour nombre de lignes, les nouveaux services proposés par la Direction, le manque d'anticipation des embauches à hauteur pour répondre aux demandes de congés sabbatique ou passage à temps partiels, le manque de temps accordé aux conducteurs pour parfaire leur connaissance de ce nouveau réseau, l'impossibilité de disposer de ses CPA ou RCO ou de ses droits à congé à la suite d'un arrêt maladie, gagnés par la CGT des TUR, l'instabilité récurrente des services.

**Au service technique bus**, les tensions autour de ses métiers techniques sont très mal abordées et gérées en interne. Les besoins en termes d'ouvriers à la carrosserie, l'électricité, la mécanique ne sont pas ciblés. L'absence totale de direction technique **depuis plusieurs années au sein de l'atelier n'a que trop duré** et ne fait qu'empirer les choses. La résolution des problèmes rencontrés avec les MAN n'est pas d'actualité et accentue les tensions. La dernière en date, les défauts de climatisation au sein de ces véhicules. Franchement, ces bus MAN sont un véritable cauchemar tant pour les conductrices et conducteurs que pour la maintenance. **Qu'attend le groupe Transdev pour renvoyer ces bus d'où ils viennent !** Dans ce laps de temps, il faut continuer à former nos ouvriers, techniciens et chefs d'équipe. Avec l'arrivée de bus électriques, gageons ou espérons, que ce soit tout l'inverse qui arrive sur notre réseau. Mais, déjà à la présentation de ces nouveaux bus, **la CGT s'est montrée très critique**. La Direction continue à se fourvoyer dans le mensonge et le déni.

Au service INFRA et maintenance du tramway, si la ré internalisation des ex-salariés d'Alstom a été acquise et **la CGT n'y est pas pour rien**, il reste maintenant à regarder de très près **leur rémunération** actuelle par rapport à l'ancienne pour qu'il n'y ait pas de perdants. Reste également à peaufiner une nouvelle organisation du travail en lien avec la stabilité des effectifs, permettant ainsi à ces nouveaux salariés d'accéder **pleinement à nos accords d'entreprises** sur le temps de travail. La CGT a demandé que s'ouvre rapidement une négociation autour du travail de nuit et de sa compensation financière y compris sur le paiement des astreintes de ces salariés. **La CGT a des revendications en la matière.**

A la maîtrise, **le rapport de force opéré par la CGT a fait plier la Direction** : les roulements des régulateurs et chefs de groupes proposés par la Direction sont tombés à l'eau. Des promotions doivent s'ouvrir et vite, pour assoir des roulements de services en lien avec une exploitation de notre réseau optimum. **Malheureusement**, nous ne savons toujours pas comment vont être gérés les services de soirée et le périmètre des 143 communes par nos agents de maîtrises, tous services confondus. Nous le voyons, rien n'est sérieux et **la direction en porte la totale responsabilité.**

**A l'Ambiance**, la volonté de la direction de supprimer quatre emplois est d'ores et déjà combattue par la CGT. Inutile de tourner autour du pot : ces salariés doivent rester dans ce service qui doit selon nous **augmenter en nombre pour renforcer** les missions d'éducation pédagogique auprès du jeune public. Le délitement dans le suivi des actes d'agression par nos services rajoute au mal être des conducteurs. L'absence totale de réponse à nos courriers (Vautrin et Robinet) suite à des actes de violence commis envers le personnel et/ou d'usagers, **est du jamais vu**. Sont-ils plus préoccupés **par un strapontin ministériel qu'à répondre à nos légitimes demandes ?** Poser la question, c'est y répondre. La revendication première de la CGT reste l'instauration au sein de Grand Reims d'une police de proximité dédiée au transport public. Les violences physiques et/ou urbaines n'ont pas à être gérées par nos services. Les politiques, surtout ceux qui sont en place, nous parlent sans cesse de sécurité au moment des élections et une fois élus, **c'est le bras d'honneur !** L'insécurité et le sentiment d'insécurité ne sert que l'extrême droite, il ne faut pas l'oublier. Ce n'est pas C News et Bolloré qui nous diront le contraire. Nous avons besoin de travailler en toute sécurité, **un point c'est tout !** La sécurité des personnes et des biens passe par une Police des Transports sur le Grand Reims. La CGT n'oublie pas la mise en place d'un Contrat Local de Sécurité, mis en place par Jean-Louis Schneider et reconduit par Adeline Hazan. La présence d'un représentant des salariés dans cette instance fut remarquée et très bien perçue à l'époque. Depuis l'arrivée du duo Vautrin/Robinet, **plus de son, plus d'image !** Et que dire de l'enfumage de Catherine Vautrin ventant le volet social de notre contrat lors d'un conseil communautaire (**séance publique**) où la question de la représentation des salariés au sein du conseil d'administration, avait été entendue. La vérité est qu'il n'y a pas de conseil d'administration et donc certainement pas de représentants de salariés ! Il faut le faire en matière de mensonge ! **Plus c'est gros et plus ça passe...**

**Chez les administratifs**, ce n'est guère mieux. Ce que révèle notre expertise est un sous-emploi marqué dans nombre de services, dont le PCI en premier lieu. Des tâches supplémentaires apparaissent avec l'arrivée d'un réseau à 143 communes sans avoir réalisé au préalable **une étude des besoins** et étudier les postes et missions pour évaluer la charge de travail associée. **Le « qui fait quoi » est une énigme...** Et l'encadrement Transdev ne sait pas répondre. On ajoute à cela un management d'un autre temps, **toxique et peu recommandable**, et nous voilà avec une bombe à retardement sur les bras. Cela ne peut qu'enfoncer un peu plus la tête des salariés sous l'eau et mettre leur moral dans leurs chaussettes. La CGT le dit, au risque d'apparaître maladroite, **il faut tout changer** dans les rapports entre responsables de service, direction, et salariés. Il y a urgence à rétablir la confiance à tous les niveaux.

**A la fraude**, les vérificateurs nous alertent sur la course aux PV. Les méthodes de contrôle et une organisation pourtant définies n'y font rien. Pour la CGT, la lutte contre la fraude reste trop marquée par le laisser faire de la direction. La présence des équipes de contrôle commercial doit servir **à renforcer la présence humaine sur le réseau**. Accompagnement des conducteurs pendant un contrôle, accompagnement des usagers surtout dans les périodes de grosses déviations, être visible tout simplement et ne pas apparaître **comme le simple verbalisateur**, cela redonnerait un nouveau souffle et permettrait un meilleur épanouissement des équipes dans la mission de service public qu'ils accomplissent. Et bien entendu, **un haut degré de formation** pour accompagner nos équipes de contrôle. La population change, il faut cet accompagnement.

Avec de tels états des lieux, **niés par la direction**, jusqu'à la remise en cause de l'analyse des experts en la matière, la CGT continuera d'œuvrer **pour renforcer le rapport de force**, seule alternative à l'éparpillement constaté au lendemain de nos élections professionnelles.

Les élus CGT